MISE AU POINT**Loi HPST : les laboratoires d'analyses conservent leurs capitaux**

Après son examen à l'Assemblée Nationale, la loi « Hôpitaux, patients, Santé et Territoire » (HPST) a été validée par les députés à 292 voix pour et 199 voix contre. Elle est désormais en route pour le Sénat. Parmi les conclusions des débats, il a été décidé que les laboratoires d'analyses n'auront pas à ouvrir la totalité de leur capital, comme le demandait Bruxelles.

Dans le cadre de l'examen de la loi sur la réforme du système de santé qui s'est déroulée du 10 février au 10 mars, l'Assemblée nationale a octroyé un délai aux laboratoires d'analyses médicales. Selon Bruxelles, qui en fait la demande dès l'été 2008, ces derniers doivent ouvrir l'intégralité de leurs capitaux à des non-professionnels de la santé – pensons particulièrement à des groupes financiers. Le but de la démarche est de favoriser les regroupements de centres afin de permettre de meilleures économies d'échelles. Mais devant la crainte que cette démarche n'aille dans le sens d'une inégalité de l'accès aux soins, de nombreuses voix se sont portées contre cette initiative. Le dernier épisode en date s'est passé à l'Assemblée nationale. Cette réforme des laboratoires de biologie était inscrite dans la loi « Hôpitaux, Patients, Santé et Territoire » (HPST) portée par la Ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative, Roselyne Bachelot. Mais arrivé à l'étude de l'article 20, portant sur la réforme en question, et devant l'opposition des parlementaires et de la profession, le gouvernement a accepté les amendements demandant le retrait du texte de loi de cette mesure.

Aussi, le statu quo demeure pour ces organismes de santé. En l'état, il reste impossible qu'un non-professionnel de santé détienne plus de 25 % des capitaux d'un laboratoire d'analyses biologiques.

Ce n'est cependant que partie remise. En effet, la commission de Bruxelles ne souhaite pas en rester là et a saisi la cour de justice des communautés européennes du Luxembourg. Cette dernière ne devrait cependant pas rendre de verdict avant mi-2010.

ARS : NOUVEL ÉCHELON RÉGIONAL

Mais la loi « Bachelot » va au-delà des laboratoires d'analyses et vise une réforme générale du système de santé afin d'améliorer l'accès au soin, d'assainir les budgets, d'améliorer la gestion de l'assurance maladie, de minimiser les déserts médicaux et d'optimiser le fonctionnement des services de santé. Ainsi parmi les nombreux articles, quelques nouveautés apparaissent, la principale étant la création des Agences Régionales de Santé, abrégées ARS. Ces dernières supplanteront en hiérarchie les autres structures et engloberont les Agences Régionales de l'Hospitalisation (ARH) et les Directions Départementales et Régionales des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS et DRASS). Leurs fonctions consisteront à assurer le pilotage du système de santé français au niveau régional, devenant une sorte de guichet unique pour toutes les questions relatives au sujet de l'organisation des soins. Les directeurs des ARS auront ainsi, par exemple, tout pouvoir concernant le financement ou non de projets et sur le maintien en poste des directeurs d'hôpitaux. Certains perçoivent dans les ARS un excès de présence de l'état.

HÔPITAUX : VERS L'ÉQUILIBRE DU BUDGET

La réforme hospitalière, quant à elle, a sans doute été le point le plus « chaud » des débats. Les directeurs voient leur

rôle transformé en celui de véritables chefs d'entreprises en charge de l'équilibre du budget des établissements. Les directeurs des centres hospitaliers universitaires seront désormais directement nommés en conseil des ministres. Par ailleurs, les conseils d'administration ne seront plus dirigés par les maires. A leur place, se tiendra un conseil de surveillance où seront représentés à parts égales des élus, des membres du personnel et d'autres représentants qualifiés.

LUTTE CONTRE L'ALCOOL ET LE TABAC

Enfin, les articles concernant l'interdiction de vente de tabac et d'alcool à des mineurs de moins de 18 ans ont, sans doute, représenté la partie la plus médiatisée des débats de l'assemblée. Outre ce renforcement de la protection des mineurs, la lutte contre l'alcoolisme est aussi passée par l'interdiction des « opens-bars ». En revanche, les dégustations de vins à l'occasion de foires et autres stages d'œnologie, un temps remis en cause, perdureront. Autre concession, la vente d'alcool dans les stations-service demeure autorisée contrairement à la volonté initiale de la ministre Roselyne Bachelot. Toutefois ce type d'achats ne pourra être réalisé que dans une tranche horaire limitée de 8 heures à 18 heures. Enfin, la ministre a également cédé en ce qui concerne la publicité pour des boissons alcoolisées sur Internet. Celle-ci sera toujours autorisée en dehors des sites destinés à la jeunesse, sans que ce dernier critère ne soit clairement défini – cette mesure est, sans doute, un coup d'épée dans l'eau car, même si cet article de loi a pour but de combler une faille de la loi Evin de 1991, elle oublie qu'Internet ne s'encombre pas de frontières. ●

Ludovic Dupin